OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AU PROFIT DE LOÏC MARTIN POUR LA LOCATION DU LOGEMENT SITUÉ AU DOMAINE DE BEAUMONT À MONTS-SUR-GUESNES

Le Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais :

VU

- l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération N° 2020-4-1 du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Joël DAZAS en qualité de Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais ;
- la délibération n° 2020-5-3 du 22 juillet 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire au Président ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes gère la location du logement situé sur le Domaine de Beaumont – Lieu-dit Beaumont sur la commune de Monts-sur-Guesnes,

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes doit signer la vente du Domaine de Beaumont comprenant entre autres le logement au profit de Monsieur Loïc MARTIN avant le 15 mai 2025,

VU la demande de Monsieur Loïc MARTIN de conserver la jouissance du logement pour y entreposer ses biens personnels dans l'attente de la signature de l'acte de vente à l'exclusion de toute occupation en tant qu'habitation,

DECIDE

ARTICLE 1 :

Une convention d'occupation précaire est signée entre la Communauté de communes et Monsieur Loïc MARTIN demeurant 17 rue de la Petite Jaille – 86200 SAMMARÇOLLES.

ARTICLE 2 :

La présente convention a pour objet la mise à disposition du logement sis Lieu-dit Beaumont – 86420 MONTS-SUR-GUESNES à Monsieur Loïc MARTIN pour y entreposer ses biens personnels dans l'attente de la signature de l'acte de vente du Domaine de Beaumont qui doit intervenir avant le 15 mai 2025, à l'exclusion de toute occupation en tant qu'habitation.

ARTICLE 3 :

La présente convention est consentie du 1^{er} janvier 2025 au 15 mai 2025, date butoir de signature de l'acte de vente du Domaine de Beaumont.

ARTICLE 4 :

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

Acte rendu exécutoire après
transmission en Sous-Préfecture
le 25 mars 2025
et publication le 25 mars 2025

Notifié le .....
à .....

ARTICLE 5 :

Les services de la Communauté de communes du Pays Loudunais sont chargés de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte à la prochaine séance du conseil communautaire.

ARTICLE 6 :

Conformément aux articles R 421-1 à R 421-7 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou sa publication.

FAIT A LOUDUN, le 25 mars 2025

Le Président,
Joël DAZAS

SIGNÉ

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

Acte rendu exécutoire après
transmission en Sous-Préfecture
le 25 mars 2025
et publication le 25 mars 2025

Notifié le .....
à .....

Accusé de réception en préfecture
086-248600447-20250325-3989-AU
Date de télétransmission : 25/03/2025
Date de réception préfecture : 25/03/2025